

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2018.12 Séance du 24 février 2018

**Présidence de Monsieur Christian Gauthier  
Maire de Chatuzange le Goubet**

Le 24 février 2018 à 14h00, mademoiselle, mesdames et messieurs les membres du Conseil Municipal, dûment convoqués le 16 février 2018 en séance publique par Monsieur le Maire, se sont réunis en mairie dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur Christian Gauthier, Maire de Chatuzange le Goubet.

Etaient présents : M. Christian GAUTHIER, M. Gérard COLOMBET, Mme Nathalie HELMER, M. Pascal BERRANGER, Mme Elisabeth DURAND, M. Gilles GARNIER, Mme Céline LOPEZ, M. Roger-Pierre ROLLAND, M. Jean-Marc ANDRÉ, M. Daniel ABRIAL, M. Michel FAURE, Mme Nadine NICOLAS, M. Christian RAMAT, M. Pierre MELESI, M. Gérard ALLIBE, Mme Laurence LOPES DA SILVA, Laurence THON, Mme Marie-Louise BERBIGUIER, Mme Mireille DEYGAS, M. Fabrice GAY, Mme Nathalie VALETTE, Mme Aurélie FÉLIX.

Ont donné pouvoir : Mme Michèle RICHARD à Mme Elisabeth DURAND, Mme Véronique COLLADELLO à Mme Aurélie FÉLIX, M. Michel BOURGEOIS à Mme Nathalie VALETTE.

Absents excusés : M. Philippe VIVET.

Conseillers municipaux présents : 22

M. Christian RAMAT a été désigné secrétaire de séance.

**Objet : Lancement de la déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme en vue de la réalisation d'un « village de santé » à Pizançon**

Rapporteur : Pascal BERRANGER

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment les articles L300-6, L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 ;  
**Vu** la délibération du conseil municipal du 20 novembre 2012 approuvant le plan local d'urbanisme ;  
**Vu** la mise en compatibilité du PLU approuvée le 6 février 2014 suite à une déclaration de projet n°1, la modification simplifiée n°1 du PLU approuvée le 16 juin 2014, la modification n°1 du PLU approuvée le 20 juin 2014, les modifications n°2 et n°3 du PLU approuvées le 4 juin 2015 et la déclaration de projet n°2 approuvée le 23 janvier 2018 ;

**M. le rapporteur expose** qu'une déclaration de projet entraînant la mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme est rendue nécessaire pour réaliser sur la commune une opération d'intérêt général dédiée aux professionnels de la santé. Il s'agit d'un « village de santé », localisé à Pizançon sur la parcelle ZA 422, qui regroupera des structures médicales pluridisciplinaires : médecins généralistes, dentistes, kinésithérapeutes, sage-femme, infirmière, psychologue, orthophoniste, orthoptiste, podologue etc. Le site accueillera également un magasin de location et vente de matériel médical ainsi qu'une micro-crèche privée d'environ 10 berceaux.

La réalisation de ce « village de santé » a pour objectifs de :

- Rééquilibrer l'offre médicale à l'échelle communale en accueillant des professionnels de santé à Pizançon,
- Offrir aux habitants un lieu de prise en charge globale autour de structures pluridisciplinaires, y compris la location et vente de matériel médical et la petite enfance,
- Regrouper les professionnels dans un lieu unique disposant de compétences médicales complémentaires.

L'implantation de ce projet n'est pas compatible avec le PLU en vigueur car il est prévu dans une zone « AU » destinée à être ouverte à l'urbanisation, mais non constructible en l'état actuel du PLU.

C'est pourquoi, en application des articles L300-6 et L153-54, L153-59 et R153-15 à R153-17 du code de l'urbanisme, la commune lance une procédure de déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'aménagement d'un « village de santé » à Pizançon avec mise en compatibilité du PLU.

Les grandes étapes de la procédure de déclaration de projet sont les suivantes :

- Délibération du Conseil Municipal autorisant le lancement de la procédure de déclaration de projet n°3
- Réalisation du dossier de déclaration de projet n°3
- Organisation de l'examen conjoint prévu à l'article L153-54 du code de l'urbanisme, à l'initiative de la commune
- Enquête publique organisée par la commune
- Délibération du Conseil Municipal pour approuver l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du PLU

Monsieur le rapporteur propose donc au Conseil Municipal de se prononcer sur le lancement d'une procédure de déclaration de projet n°3 prévue aux articles L300-6, L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 du code de l'urbanisme.

Le conseil municipal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

- **ENGAGE** une procédure de déclaration de projet n°3 prévue aux articles L300-6, L153-54 à L153-59 et R153-15 à R153-17 du code de l'urbanisme portant sur l'intérêt général de la réalisation d'un « village de santé » à Pizançon, avec mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme ;
- **PRÉCISE** que les objectifs poursuivis par cette procédure sont les suivants :
  - Justifier l'intérêt général de l'opération ;
  - Procéder aux adaptations réglementaires du PLU au regard du projet ;
- **SOUMET** le projet, conformément aux articles L153-54 et R153-13 du code de l'urbanisme, à l'examen conjoint de l'Etat, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme ;
- **CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et l'autorise à signer tout document nécessaire dans le cadre de cette procédure ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal local ainsi que d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du code général des collectivités territoriales ;
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité.

Cette délibération sera transmise à :  
- Monsieur le préfet de la Drôme.

Ainsi fait et délibéré,  
Les jours, mois et an susdits.

Certifié exécutoire compte tenu de,  
La transmission en Préfecture le :  
La publication le :

Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire,





# CABINET DE GEOMETRE-EXPERT

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Commune :  
Chaluzange-le-Goubet

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage :  
Numéro d'ordre du registre de  
constatation des droits :  
Cachet du service d'origine :

### CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)  
a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
  - B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
  - C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le 28/03/2012 par M DAVID Laurent, géomètre à Romans sur Isère.
- Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la chemise 6463

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
**Le Maire**  
**Christian GAUTHIER**

Envoyé en préfecture le 27/02/2018

Reçu en préfecture le 27/02/2018

Affiché le 28/02/2018

ID : 026-212600886-20180224-DELIB2018\_12-DE

Echelle d'origine : 1/2000  
Echelle d'édition : 1/2000  
Date de l'édition : 28/03/2012  
Support numérique :

Document d'arpentage dressé  
par M. DAVID Laurent

ORDRE DE ROMANS SUR ISERE  
N° D'INSCRIPTION 053 48  
SARL CABINET DAVID  
« Le Splink » Av. Edouard Bellet - BP 148  
38100 ROMANS CEDEX  
Tél. 04 75 02 07 87 - Fax 04 75 02 74 82  
DA NUMERIQUE

(1) Payer les menues loyautés. Le formulaire A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan relevé par voie orale ou à jour), dans la formule B, les propriétaires soussignés ont effectué le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien reconnu du cadastre, etc.).  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat représentant plusieurs propriétaires, etc.).

